

** COMMUNIQUÉ DE PRESSE **

Sous embargo jusqu'au 26 novembre 2015 à 10:00 (UTC +1)

Utilisation de mines terrestres par des groupes rebelles et augmentation du nombre global de victimes de mines ; mais plus de zones contaminées par les mines sont dépolluées

(Genève, le 26 novembre 2015) : En 2014, des mines terrestres ont été utilisées par des groupes armés non étatiques dans un plus grand nombre de pays qu'au cours des neuf dernières années et le nombre de victimes recensées globalement a augmenté, atteignant cependant leur deuxième niveau le plus bas, tandis que la plupart des pays respecte la norme globale d'interdiction de cette arme, selon le rapport 2015 de l'Observatoire des mines. Le dernier rapport annuel de la Campagne internationale pour interdire les mines, lauréate du prix Nobel de la paix, est publié aujourd'hui à Genève.

« Alors que le monde a réalisé de grands progrès, l'année passée a vu d'inquiétants retours en arrière concernant de nouvelles utilisations de mines et du nombre de victimes, » a déclaré Jeff Abramson, coordinateur de l'Observatoire des mines et des armes à sous-munitions et responsable du contenu rédactionnel du rapport 2015 de l'Observatoire des mines. « Les champs de mines restants doivent être déminés à un rythme plus soutenu, et plus doit être fait pour empêcher les groupes armés d'avoir recours à ces armes si nous voulons mettre un terme au fléau que sont les mines, » a-t-il ajouté.

Entre octobre 2014 et octobre 2015, les groupes armés non étatiques ont utilisé des mines antipersonnel ou des engins explosifs improvisés déclenchés par des victimes et agissant comme des mines antipersonnel dans au moins 10 pays : en Afghanistan, en Colombie, en Libye, au Myanmar, au Pakistan, en Syrie, et au Yémen, ainsi qu'en Iraq, en Tunisie et en Ukraine. Ces trois derniers pays n'étaient pas inclus dans le rapport de l'an dernier et l'Observatoire des mines n'avait pas enregistré un nombre si élevé depuis 2006.

« La nouvelle utilisation de mines antipersonnel par des groupes armés non étatiques dans les conflits en Ukraine et au Yémen, et l'utilisation continue et à grande échelle d'engins explosifs improvisés déclenchés par des victimes en Afghanistan et en Irak sont particulièrement préoccupantes, » a déclaré Mark Hiznay, chercheur pour *Human Rights Watch* et rédacteur de la section sur les politiques d'interdiction du rapport 2015 de l'Observatoire des mines.

L'utilisation par des gouvernements est restée faible, malgré les nouvelles utilisations de mines antipersonnel en 2014-2015 par les forces gouvernementales de la Corée du Nord, du Myanmar, et de la Syrie, tous Etats non partie au Traité d'interdiction des mines. Ce traité, entré en vigueur en 1999 et comptant à ce jour 162 Etats parties, interdit l'utilisation de mines qui explosent par contact humain, également connues comme « activées par des victimes, » ce qui inclus alors les engins explosifs improvisés qui agissent comme des mines antipersonnel.

Une forte augmentation des accidents causés par des engins explosifs improvisés déclenchés par des victimes en Afghanistan a engendré une augmentation du nombre global de victimes de mines et de restes explosifs de guerre enregistrées en 2014—3 678 victimes contre 3 308 victimes recensées en 2013. Néanmoins, le nombre total de victimes a atteint son deuxième niveau le plus bas depuis que

l'Observatoire des mines a commencé à recenser les victimes en 1999, et la tendance à la baisse observée sur le long terme se maintient.

« Cette augmentation dans le nombre de victimes, après tant d'années, souligne la nécessité absolue de garantir tous les principes du Traité d'interdiction des mines, à la fois pendant et après un conflit, » a déclaré Loren Persi, rédacteur de la section sur les victimes et l'assistance aux victimes du rapport de l'Observatoire des mines. « Les pays doivent tenir leurs engagements et assister les centaines de milliers de survivants de mines, en mettant en œuvre le même degré d'intensité et de précision que celui utilisé pour retirer les mines du sol, » a-t-il ajouté.

En 2014, il y avait en moyenne dix victimes par jour, contre 25 victimes par jour en 1999. Comme dans les rapports précédents, la grande majorité des victimes recensées en 2014 étaient des civils (80%). D'après les chiffres compilés par l'Observatoire des mines, il y a eu au moins 225 000 survivants de mines au fil du temps, cependant il est fort probable que ce nombre soit plus élevé en réalité.

Plus de terres déminées mais l'assistance financière à l'action contre les mines diminue pour la deuxième année

En septembre 2015, le Mozambique a déclaré être exempt de mines, mettant un terme à sa longue histoire de contamination par les mines. C'est le 28^{ème} Etat partie à achever le déminage de son territoire depuis l'entrée en vigueur du Traité. Toutefois, 57 pays (dont 33 Etats parties) et quatre autres territoires (le Haut-Karabagh, le Kosovo, le Sahara occidental, et le Somaliland) sont contaminés par les mines.

En 2014, au moins 200km² de terres ont été déminées—une augmentation par rapport au 185km² rapportés en 2013— et 230 000 mines antipersonnel ont été détruites lors des opérations de déminage. Les programmes d'action contre les mines en Afghanistan, au Cambodge, et en Croatie ont continué de comptabiliser la grande majorité des terres déminées globalement.

« Le rythme des opérations de déminage a néanmoins pris du retard par rapport à l'objectif fixé l'an dernier lors de la Troisième Conférence d'Examen du Traité qui a projeté l'achèvement des opérations de déminage dans tous les Etats parties d'ici 2025, » a déclaré Amélie Chayer, responsable des politiques et des relations gouvernementales de la Campagne pour interdire les mines. « Sur les 33 Etats parties où la contamination par les mines est confirmée, 27 ont obtenu une prorogation de délai tel que prévu par le Traité. Cependant seulement trois Etats semblent être en voie de respecter leurs délais de déminage, » a-t-elle ajouté.

En 2014, les donateurs et les Etats contaminés ont fourni 610 millions de dollars dans le cadre du soutien international et national à l'action contre les mines, la majorité des fonds a été allouée aux efforts de déminage et d'éducation aux risques. Cela représente une diminution de 30 millions de dollars par rapport à 2013, et une baisse pour la deuxième année consécutive par rapport au niveau record de 681 millions de dollars atteint en 2012.

En 2014, un total de 42 Etats et trois autres territoires ont reçu 417 millions de dollars de la part de donateurs, et 13 Etats contaminés ont fourni 194 millions de dollars en soutien à leurs propres programmes d'action contre les mines. L'aide internationale à destination de l'Afghanistan, qui demeure de loin le plus grand bénéficiaire, a diminué passant de 68 millions de dollars en 2013 à 49 millions de dollars en 2014. Les crédits pour l'action contre les mines dans le cadre d'opérations de maintien de la paix ont totalisé 166 millions de dollars en 2014, une augmentation de 10% par rapport à 2013.

Parmi les autres conclusions principales du rapport :

- En 2014, les enfants représentaient 39% de toutes les victimes civiles dont l'âge était connu. Les victimes de sexe féminin représentaient 12% du nombre total de victimes dont le sexe était connu, le même niveau qu'en 2012 et 2013.
- La plupart des Etats parties ont réalisé des progrès considérables dans l'assistance aux victimes, bien que de nombreux défis persistent.
- Collectivement, les Etats parties ont détruit plus de 49 millions de mines antipersonnel stockées, dont plus de 530 000 en 2014. La Finlande est le plus récent pays à avoir achevé la destruction de ses stocks.
- Le Bélarus, la Grèce, et l'Ukraine sont toujours en violation du Traité, n'ayant pas achevé la destruction de leurs stocks au cours de leur délai de quatre ans. La date butoir du Bélarus et de la Grèce était fixée au 1^{er} mars 2008, tandis que celle de l'Ukraine était fixée au 1^{er} juin 2010.
- Au cours de la dernière décennie, le commerce mondial de mines antipersonnel a pris la forme d'échanges clandestins illicites, mais l'apparition de mines au Soudan, en Ukraine, et au Yémen indique qu'une certaine forme de marché et de commerce de mines antipersonnel existe.
- Avant l'adoption du Traité d'interdiction des mines, plus de 50 Etats étaient des producteurs potentiels de mines antipersonnel. Actuellement, seulement 11 Etats sont identifiés comme des producteurs potentiels de mines antipersonnel et la production active de mines pourrait être en cours dans seulement quatre pays : la Corée du Sud, l'Inde, le Myanmar, et le Pakistan. (Remarque : Singapour pourrait prochainement ne plus être listé comme producteur potentiel de mines. La dernière société connue pour la production de mines dans le pays a indiqué le 11 novembre 2015 qu'elle n'en fabriquerait plus).

###FIN

À propos de l'Observatoire des mines :

Le rapport 2015 de l'Observatoire des mines est publié par la Campagne internationale pour interdire les mines en amont de la Quatorzième Assemblée des Etats Parties au Traité d'interdiction des mines qui se tiendra à l'Office des Nations Unies à Genève du 30 novembre au 4 décembre 2015. Des informations détaillées sur chaque pays sont disponibles en ligne, tandis que le rapport papier présente une analyse globale et les conclusions principales. Le rapport se concentre sur l'année 2014 et couvre également la première moitié de l'année 2015 dans certains cas.

L'Observatoire des mines et des armes à sous-munitions est l'organe de recherche de la Campagne pour interdire les mines et de la Coalition sur les armes à sous-munitions (ICBL-CMC). L'ICBL a reçu le prix Nobel de la paix en 1997 pour son travail pour éradiquer les mines. L'Observatoire des mines et des armes à sous-munitions est coordonné par un comité de recherche et de suivi composé d'experts de l'ICBL-CMC, des responsables de la recherche et de représentants de quatre organisations non gouvernementales : *DanChurchAid*, Handicap International, *Human Rights Watch*, et Action Mines Canada.

Liens :

- Page d'accueil du rapport 2015 de l'Observatoire des mines, y compris des nouvelles cartes - <http://www.the-monitor.org/en-gb/reports/2015/landmine-monitor-2015.aspx>
- Site de la Campagne pour interdire les mines (ICBL) - <http://www.icbl.org/>
- Site officiel du Traité d'interdiction des mines - <http://www.apminebanconvention.org/>
- Images pour les médias

<https://www.flickr.com/photos/minefreeworld/collections/72157629467825119/>

- L'ICBL sur Facebook - <http://www.facebook.com/minefreeworld>
- L'ICBL sur Twitter - <https://twitter.com/minefreeworld>
- L'ICBL sur YouTube - <http://www.youtube.com/user/ICBLnetwork>
- L'Observatoire des mines et des armes à sous-munitions sur Twitter - <https://twitter.com/MineMonitor>

Pour plus d'informations ou pour une interview, contactez :

- Firoz Alizada, Responsable de Campagne et Communication, ICBL-CMC, Genève
Portable: +41-78-65-77-331, Email: firoz@icblcmc.org
- Jeff Abramson, Coordinateur de l'Observatoire des mines et des armes à sous-munitions, Etats-Unis (UTC-5), Portable E-U: +1-646-527-5793, Portable Genève: +41-77-450-81-06
Email: jeff@icblcmc.org